

Monsieur l'Orateur, j'ai dit au début que je voulais fonder mes arguments sur l'économie pratique en laissant de côté pour un moment l'aspect moral et humanitaire. Je voudrais maintenant les fonder sur le pur instinct de conservation.

Aujourd'hui, les points les plus dangereux et les plus explosifs du monde sont ces régions où les gens vivent à un niveau épouvantablement bas. Parfois, dans notre société nord-américaine de l'abondance, nous ne comprenons pas les conditions de vie des autres, ni à quel point leur situation est dangereuse, voire explosive.

Il y a un peu plus d'un mois, je me trouvais dans un pays qui a été le point névralgique du désarroi, des craintes et de la consternation mondiales en raison de l'affrontement qui s'y est produit entre les États-Unis et l'Union soviétique. Je parle de Cuba, cela va sans dire. J'y ai passé quelques semaines. Je ne puis pas décrire trop en détail mon expérience pour diverses raisons, mais la situation y est bien triste.

Au fond, la situation est telle parce qu'à un certain moment nous ne nous soucions pas des Cubains. En pensant à Cuba, la plupart des gens ne remontent guère au-delà du régime de Castro, mais Cuba existait bien avant Castro. Pendant des années, de nombreuses décennies même, les Cubains ont subi le joug de dictateurs hideux et tyranniques, de sorte que la grande majorité d'entre eux en ont été réduits à une abjecte pauvreté. Nous ne nous étions guère souciés d'eux jusqu'au jour où éclata enfin une rébellion, couronnée de succès, qui bouleversa les entreprises nord-américaines et amena graduellement ce redoutable affrontement qui nous fit un soir nous demander à la Chambre si c'était la fin de tout.

Nous devons reconnaître que le monde renferme en puissance des conjonctures rappelant Cuba. On peut en prévoir en Afrique, en Asie et en Amérique latine. C'est le seul instinct de conservation et le seul bon sens qui nous avertissent que vous et moi, qui vivons dans un milieu où règne l'abondance, ferions mieux d'apprécier la situation avant qu'elle ne dégénère, comme à Cuba, en affrontements qui se produiront inévitablement quand les temps seront mûrs pour la pêche en eau trouble.

C'est pourquoi, monsieur le président, j'estime que le gouvernement devrait écouter

[M. Cameron (Nanaimo-Cowichan-Les Îles).]

plus attentivement le secrétaire d'État aux Affaires extérieures lorsqu'il exprime l'avis —s'il en avait, mais il n'en a pas puisqu'il fait partie du gouvernement—que notre aide extérieure devrait, comme le recommandent les Nations Unies, être de 1 p. 100. Cependant je ne vois pas pourquoi nous nous en tiendrions là. Je ne vois pas pourquoi, en matière d'aide extérieure, nos gouvernements ont toujours péché par excès de prudence, ne dépassant jamais les autres pays d'un demi-pas, attendant toujours qu'un autre verse tant pour en faire autant, mais pas un sou de plus. Inspirons-nous, non pas de l'exemple des autres, mais de ce que nous sommes en mesure de fournir.

Je dirais à l'honorable député de Winnipeg-Sud-Centre (M. Churchill) qu'ainsi nous contribuerons plus avantageusement et plus positivement à la paix du monde, à la retenue du totalitarisme, à la stabilité de l'univers qu'en nous engageant dans une guerre que je ne décrirai pas parce que souvent, tous les jours, des gens renseignés dans le monde entier la décrivent comme brutale et inutile.

L'histoire de l'Europe d'après-guerre peut nous donner une leçon. Il existe aujourd'hui une opinion selon laquelle c'est un programme ferme de développement qui a permis l'épanouissement pacifique de l'Europe après la guerre et qui a empêché la propagation du totalitarisme dans toute l'Europe. Ce programme s'est inspiré du plan Marshall. Je prétends que c'est un aspect de notre histoire que nous devons garder présent à l'esprit en étudiant la question d'aide extérieure.

● (7.30 p.m.)

Une voix: Nous pourrions avoir un plan «Martin».

M. Cameron (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Mon collègue propose un plan «Martin». Je serais enchanté de pouvoir acclamer le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Martin) comme créateur d'un plan «Martin», qui, du moins, indique la voie vers une façon plus sensée de réduire les tensions et d'écartier les dangers dans le monde.

Je sais que les obstacles techniques sont nombreux au développement du commerce et de l'aide aux pays moins fortunés. Je sais quels problèmes crée le manque ou l'insuffisance des échanges internationaux. Je me suis réjoui récemment de constater que les Dix Grands étudient ce problème, car aussi